

Une Résistance méconnue : les opérateurs radio du Groupement des contrôles radioélectriques

Marius Cottavoz en 1943 procède aux écoutes au son au centre du Groupement des contrôles radioélectriques installé au château des Cours à Hauterive près de Vichy (Allier).



Archives privées Philippe Commin.

L'ouvrage de François Romon *Les écoutes radio dans la Résistance française 1940-1945*, qui a obtenu le prix Philippe Viannay-Défense de la France 2017, apporte une nouvelle pierre à l'histoire de la Résistance et à sa complexité. Il permet à la fois de souligner une activité résistante méconnue, celle des transmetteurs de l'Armée de terre, ainsi que des trajectoires menant de l'armée d'armistice jusqu'à différentes organisations résistantes.

Introduction *Par Fabrice Grenard*

L'histoire de la Résistance a longtemps été abordée de façon manichéenne, du fait de la vision gaulliste qui s'est imposée à la fin de la guerre. Alors qu'à Vichy se trouvaient ceux qui par le choix de l'armistice puis de la collaboration trahissaient la France en la livrant au III^e Reich, les patriotes souhaitant laver l'affront de 1940 et libérer le pays rejoignaient la Résistance. Cette vision apparaît pourtant de plus en plus battue en brèche par l'historiographie qui ne cesse au contraire d'insister sur la complexité d'une période se caractérisant par de nombreuses « ambivalences » et le « penser double » bien soulignés par l'historien Pierre Laborie : on pouvait à la fois souhaiter la libération de la France, être germanophobe, critiquer la collaboration, tout en soutenant le maréchal Pétain et certains aspects de sa politique intérieure.

De fait, d'importantes passerelles ont existé entre le régime de Vichy et la Résistance au début de la période, en 1940 et 1941, lorsque les frontières ne sont pas encore bien établies et qu'existe l'illusion selon laquelle le maréchal Pétain pouvait être l'homme de la revanche en pratiquant un double jeu à l'égard des Allemands. L'histoire allait démontrer combien cette « hypothèque Vichy » était fautive dès lors que le régime a toujours cherché à appliquer scrupuleusement les conditions de l'armistice, multipliant par ailleurs les offres de service auprès des Allemands dans le cadre d'une politique de collaboration à sens unique. Mais les personnes qui ont été au cœur des événements en 1940-1941 ne pouvaient connaître à l'avance le

sens d'une histoire qui était alors pleine d'incertitude dès lors que l'Allemagne nazie était victorieuse sur tous les fronts, que les États-Unis n'étaient pas encore entrés en guerre, que de Gaulle apparaissait très isolé en Angleterre et que la Résistance en métropole n'en était qu'à ses balbutiements, avec des moyens d'actions très limités et ne rencontrait pas encore l'audience au sein de la population qui sera la sienne à la fin de l'Occupation.

Pour certains militaires ou fonctionnaires refusant les conditions de l'armistice et désireux de continuer le combat, le meilleur moyen d'agir pouvait être de rester à leur poste et d'utiliser leur position au cœur du nouveau régime en place pour tenter d'obtenir des renseignements stratégiques susceptibles d'intéresser les Alliés. Alors que les contacts réguliers entre la Résistance métropolitaine et Londres n'existent pas encore en 1940-1941, les meilleurs canaux pour faire remonter ce genre d'informations restent les filières diplomatiques présentes dans la capitale de l'État français. L'un des exemples les plus célèbres est celui du commandant Loustaunau-Lacau, le fondateur du réseau Alliance. Cet anticommuniste farouche à la réputation sulfureuse (il a été soupçonné à plusieurs reprises avant la guerre de vouloir comploter contre la République) n'en était pas moins un ardent patriote qui refuse la défaite. Au cours de l'été et de l'automne 1940, avec son assistante, Marie-Madeleine Fourcade⁽¹⁾, il envisage de rejoindre l'Angleterre, avant finalement de se raviser en se disant que l'endroit où son action pouvait être la plus efficace

SOMMAIRE

- Introduction p. I
Par Fabrice Grenard
- Les opérateurs radio du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) dans la Résistance, 1940-1945 p. II à V
Par François Romon
- Biographie d'un opérateur radio résistant du GCR qui a rejoint le BCRA : François Cart (1922-2014) p. VI
Par François Romon
- Le détournement des communications allemandes par la Source K p. VII
Par François Romon
- La répression des radios clandestines en France p. VIII
Par Frantz Malassis

était Vichy. Exerçant des fonctions importantes à la tête de la Légion des combattants, il fait de l'hôtel des Sports où il est installé avec ses services une véritable plaque tournante du renseignement en faveur des services secrets anglais avec lesquels il est en lien.

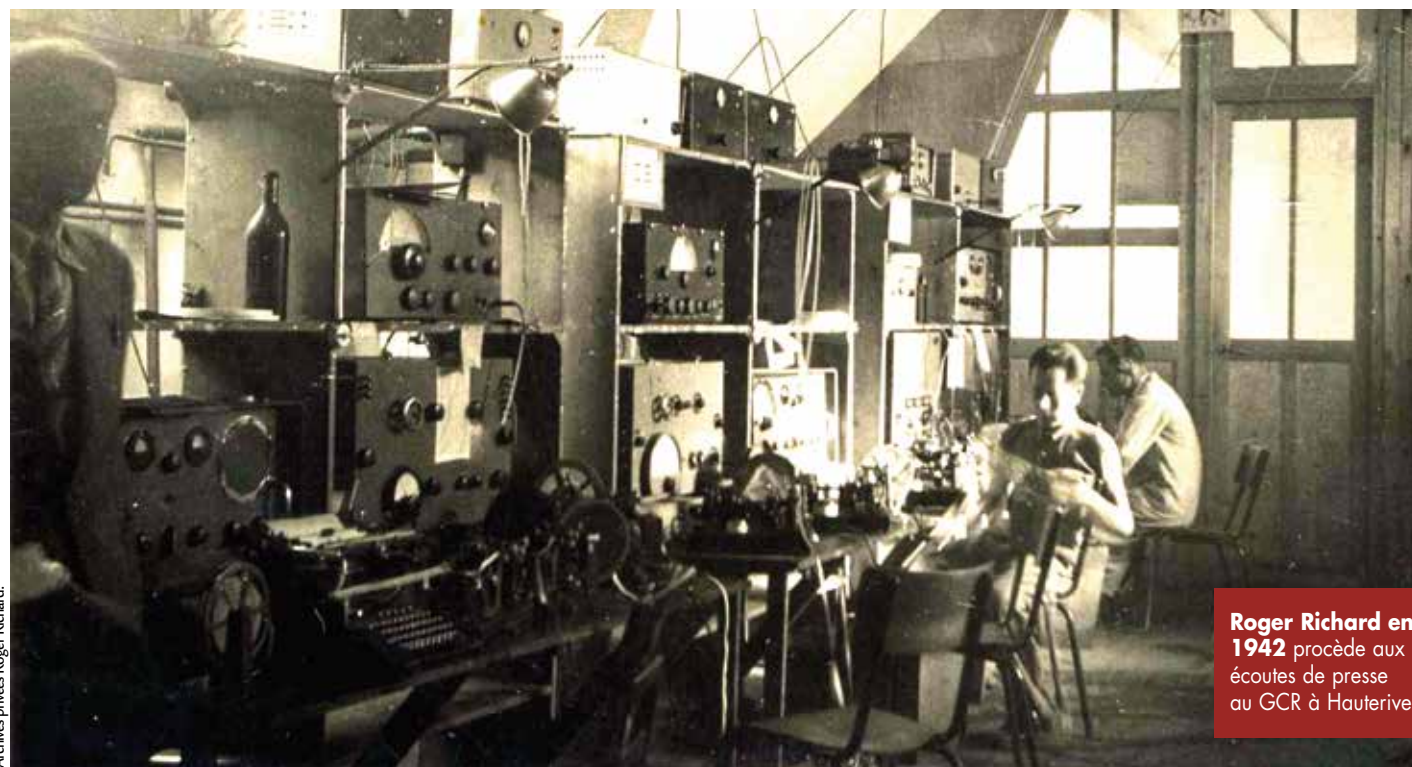
L'exemple que nous fournit François Romon avec les opérateurs radios du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) s'inscrit exactement dans la même veine. S'ils veulent continuer la lutte contre le Reich, ces hommes ne se posent jamais la question de rejoindre une Résistance qui en 1940 n'existe pas. La meilleure façon d'agir à leurs yeux consiste à continuer de servir en demeurant à leurs postes tout en profitant de leur travail d'écoutes pour collecter des renseignements et tenter de les faire remonter jusqu'aux Britanniques qui sont alors les seuls à continuer le combat. Mais un tel choix allait assez rapidement placer ces hommes dans une position intenable et ambiguë dès lors que servir Vichy revenait aussi à servir le Reich à partir du moment où le régime s'engageait dans une politique de collaboration sans aucune arrière-pensée. Cette ambiguïté se maintient jusqu'en novembre 1942. Avec l'absence de réaction de Vichy face à l'occupation de la zone Sud par les Allemands, pourtant contraire au traité d'armistice, les masques tombent définitivement. Se sentant déliés de leur serment au maréchal, ceux qui avaient dans un premier temps servi le régime tout en cherchant à préparer les conditions d'une revanche basculent désormais pleinement dans la Résistance. Beaucoup rejoignent le réseau Alliance, avec lequel des liens ont souvent été établis avant novembre 1942, d'autres gagnent Alger ou Londres pour lutter au sein de la France combattante. Leurs trajectoires montrent combien l'histoire de la période ne peut être réduite à certaines visions trop simplistes et nécessite toujours un effort de contextualisation important. ■

Les opérateurs radio du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) dans la Résistance, 1940-1945

Par François Romon

Dans son ouvrage *Les écoutes radio dans la Résistance française 1940-1945* (Nouveau monde éditions), François Romon⁽²⁾ suit les parcours d'officiers des Transmissions sous l'Occupation : Gabriel Romon, Paul Labat, Marien Leschi, Edmond Combaux et André Mesnier, cinq polytechniciens qui se sont connus avant-guerre dans le cadre de leur travail et sont nommés, dès l'été 1940, à la tête du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) à Vichy et des deux autres services techniques des Transmissions de l'armée d'armistice⁽³⁾.

Au-delà d'actions restées célèbres, comme le détournement des communications allemandes par la source K, François Romon rappelle que cette Résistance, méconnue, des opérateurs radios du GCR a pris des formes variées : collecte de renseignements, dissimulation de matériel pour éviter qu'il ne tombe aux mains des Allemands, formation et recrutement d'opérateurs radios clandestins. Beaucoup payèrent le prix fort dans cette lutte clandestine.



Archives privées Roger Richard.

Roger Richard en 1942 procède aux écoutes de presse au GCR à Hauterive.

Le développement de la TSF au sein des transmissions militaires

Au début du XX^e siècle, le développement de la télégraphie sans fil (TSF) modifie profondément les liaisons de commandement et la recherche de renseignements des armées européennes. La transmission sans fil a cependant un inconvénient majeur par rapport à la transmission par fil : elle est très facilement interceptée par l'ennemi. Le chiffrement des messages radio devient alors un enjeu stratégique majeur.

Dans l'entre-deux-guerres, les services de décryptage français obtiennent des résultats importants, notamment dans la guerre de l'ombre qu'ils livrent aux Allemands. En 1932, le capitaine Gustave Bertrand, responsable du chiffre du Service de renseignement (SR) français, obtient d'un « honorable correspondant » allemand, des documents très secrets sur l'usage de la machine à chiffrer Enigma, employée

à grande échelle par la *Wehrmacht* pour ses liaisons de commandement. Ces renseignements doivent permettre au SR de décrypter le chiffre d'Enigma et donc de lire les messages du trafic radio allemand interceptés. Mais les cryptanalystes français échouent à le faire. Gustave Bertrand communique alors les renseignements qu'il a obtenus à son homologue polonais, Gwido Langer.

Le 24 juillet 1939, Langer met à la disposition des Français et des Britanniques une réplique de la machine allemande Enigma que ses services ont réussi à réaliser, grâce aux documents fournis par les Français. Quelques semaines plus tard, Langer et son équipe parviennent à s'échapper de Varsovie lors de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne après avoir effacé toute trace de décryptage d'Enigma. Dès septembre 1939, ces cryptanalystes polonais qui ont pu rejoindre la France sont enrôlés au service du chiffre du capitaine Bertrand, désormais installé au Grand Quartier Général du général Gamelin. Ils y retrouvent les

capitaines des Transmissions Gabriel Romon, Marien Leschi et Edmond Combaux également mobilisés au Grand Quartier Général. Ce groupe polonais décrypte, pendant toute la durée des combats, un grand nombre de messages stratégiques allemands chiffrés Enigma⁽⁴⁾. Le commandant Paul Labat reste à la tête de la Section d'études des matériels de transmissions (SEMT). Le capitaine André Mesnier, quant à lui, est mobilisé comme commandant des Transmissions de la 19^e Division d'infanterie.

La création du GCR

En mai-juin 1940, bien qu'au point sur le plan technique, les transmissions font complètement défaut à l'Armée française. Partout, les capacités d'acheminement du trafic radio sont restées très inférieures à ce qu'elles auraient dû être. Figé dans le choix d'une guerre de position défensive, le haut-commandement français ne parvient pas à relever

le défi d'une guerre de mouvement imposée par la *Wehrmacht*. Là où chaque chef de *Panzer* est en liaison radio avec son commandement, les transmissions françaises ne sont pas en mesure d'assurer les liaisons nécessaires.

Le 28 juin 1940, quelques jours après la signature de l'armistice avec l'Allemagne, le capitaine Romon est nommé en zone Sud comme chef du Groupement des unités d'écoute et de radiogoniométrie (GUER) de l'État-Major général de l'armée d'armistice⁽⁵⁾. Mais son service est promis à disparaître en application de la convention d'armistice qui impose aux Français la suppression de toute activité liée au renseignement militaire. Gabriel Romon propose alors de regrouper tous les moyens d'écoutes radioélectriques et de radiogoniométrie de l'Armée de terre – c'est-à-dire ceux du GUER qu'il dirige, plus ceux des Services radioélectriques du territoire – et de les rattacher aux PTT. Son projet est soutenu par le général Weygand, ministre de la Défense nationale du gouvernement de Pétain, qui réussit à le faire accepter par la commission d'armistice, sous réserve que ces moyens servent tous les départements ministériels du gouvernement de Vichy et pas seulement celui de la Défense nationale⁽⁶⁾.

C'est dans ce contexte particulier qu'est créé le 10 août 1940 le Groupement des contrôles radioélectriques (GCR). Son centre principal est installé au château des Cours à Hauterive (Allier), près de Vichy. Il comprend quatre centres secondaires en zone Sud, Francheleins (Ain), Bouillargues (Gard), Bordères-sur-L'échez (Hautes-Pyrénées) et Argenton-sur-Creuse (Indre), ainsi que deux centres à Alger et à Tunis, avec un effectif total de 400 agents. Paul Labat en est le directeur général et Gabriel Romon le directeur technique tout en assumant également la direction de son principal centre, à Hauterive.

Le 7 décembre 1940, à la demande des officiers commandant les services techniques des Transmissions, est créé le Cadre spécial temporaire des transmissions de l'État⁽⁷⁾ : organisme de gestion d'un personnel sous statut des PTT mais composé exclusivement de militaires et d'agents civils des transmissions militaires. Il s'agit en fait d'une véritable opération de camouflage destinée à préserver les opérateurs radio et les officiers des Transmissions de la démobilisation. Un arrêté secret précise qu'ils continuent à être pour emploi à la disposition du ministère de la Défense nationale et qu'ils poursuivent parallèlement leur carrière militaire.

Une résistance s'organise au sein du GCR et des autres services techniques des Transmissions

Très vite, tout en satisfaisant aux missions officielles qui leur étaient assignées par le gouvernement de Vichy, les opérateurs radio volontaires du GCR⁽⁸⁾ utilisent le matériel dont ils disposent pour intercepter, sous la conduite de Paul Labat et Gabriel Romon, des informations de la plus haute importance sur les forces d'occupation. Ils vont, en particulier, intercepter des messages allemands chiffrés Enigma et les transmettre pour décryptage au PC *Cadix*. Cette antenne clandestine du SR français camouflé, établie



René Métrat en 1943 lors d'une session d'écoutes au son au GCR à Bouillargues.

Archives privées Famille Métrat

par Gustave Bertrand près d'Uzès (Gard), emploie les cryptanalystes polonais qui étaient auparavant au service du chiffre au Grand Quartier Général. Les informations ainsi obtenues sont transmises au *Military Intelligence 6* (MI 6) à Londres⁽⁹⁾. Quant aux émissions radio clandestines qu'ils sont officiellement chargés de détecter, les transmetteurs résistants du GCR s'arrangent, au contraire, pour prévenir les radios clandestines avant que la police de Vichy n'intervienne. Ainsi, le commandant Romon détaille-t-il, dans un long rapport interne au GCR, toutes les mésaventures subies par l'expédition de repérage qu'il a dirigée et qui ont finalement abouti à ce que le clandestin lui échappe : sa propre voiture « coule une bielle », la voiture de son adjoint également ; il demande alors une troisième voiture à son centre du GCR d'Hauterive mais son conducteur se trompe de route ; finalement parvenus au lieu présumé d'émission, le matériel de repérage rapproché dont sont équipés ses hommes ne fonctionne plus⁽¹⁰⁾. Bref, ce rapport témoigne surtout de toute l'astuce déployée par les résistants du GCR pour ne jamais réussir à faire arrêter les radios clandestines qu'ils sont censés avoir repérés.

De la même façon, les opérateurs radio du Service radioélectrique de sécurité du territoire (SRST), que dirige Marien Leschi, utilisent secrètement leurs équipements au profit de la Résistance et de ses communications avec Londres. Ils réussissent à camoufler une quantité considérable de matériel de transmissions et installent un centre de communication, à la ferme de la Rapine à Saint-Jean d'Heurs (Puy-de-Dôme), auquel aboutit un réseau inconnu de l'occupant allemand⁽¹¹⁾. Au sein des services de l'armistice, André Mesnier utilise sa position de responsable des Transmissions pour couvrir les activités secrètes des opérateurs radio des services techniques des Transmissions. En avril 1942, Edmond Comboux monte avec la SEMT, une opération particulièrement spectaculaire : l'interception des communications allemandes sur plus de 70 circuits des lignes téléphoniques souterraines à grande distance. Cette action a été appelée la Source K ; K comme Keller, l'ingénieur résistant des PTT qui conduit les opérations (voir p. VII). Par ailleurs, Paul Labat et Gabriel Romon s'engagent dans le réseau Super-NAP

(Noyautage de l'administration publique), au titre des PTT, dès sa création par le mouvement Combat, en juillet 1942.

Le basculement des opérateurs radio résistants du GCR dans la clandestinité et dans la France libre

Après le débarquement allié en Afrique du Nord, en novembre 1942, qui entraîne l'invasion de la zone Sud par les Allemands et la dissolution de l'armée d'armistice, le matériel du SRST est saisi par l'occupant. Le GCR est maintenu mais son activité est réduite aux seules écoutes radioélectriques civiles.

Prévenu à temps par l'*Intelligence service* britannique, Gustave Bertrand réussit à replier le PC *Cadix* vers Alger avant que la *Wehrmacht* n'investisse les lieux, effaçant ainsi toute trace de décryptage d'Enigma en France occupée. Les Allemands vont continuer à croire que leur système de chiffrement est inviolable.

En avril 1943, Edmond Comboux rejoint la France libre à Londres après être passé par l'Espagne. Il s'engage au Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) où il est nommé chef du *Bloc planning*, chargé d'établir les plans de sabotage de la Résistance intérieure au moment du Débarquement.

Marien Leschi entraîne à sa suite l'ensemble des opérateurs radio du SRST dans l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA) tandis que Gabriel Romon, déjà membre de Super NAP PTT, rejoint le réseau Alliance comme chef technique de la radio sous le pseudo de *Cygne*⁽¹²⁾.

Paul Labat, lui aussi engagé au Super NAP PTT rejoint de son côté le réseau Gallia de la France libre.

Les opérateurs radio du GCR volontaires basculent alors dans la clandestinité, au sein de cinq centrales clandestines d'écoutes radio montées par Gabriel Romon : deux à Paris, deux autres dans la banlieue parisienne, et une cinquième au Vigan dans le Gard. Il s'agit de fournir l'Armée Secrète en renseignements militaires. En septembre 1943, ces centrales clandestines sont regroupées dans un ensemble qui prend le nom de Service des Transmissions nationales (STN)⁽¹³⁾. En octobre 1943, tous les opérateurs radio du STN intègrent le réseau Alliance, au sein duquel ils formeront le « Groupe Romon⁽¹⁴⁾ ».

ICI 107 MEMBRES DU S.R. ALLIANCE
DES FORCES FRANÇAISES COMBATTANTES
ONT ÉTÉ MASSACRÉS DANS LA NUIT DU 1^{ER} SEPT. 1944

ALIMES (DYJAT) DEST	CHEVRE RENE	ICHON HENRI	MOYTRON ANDRE
ARNOUX GEORGES	COINDEAV YVONNE	IMBERT JACQUES	MVRIEL GEORGES
AYDRAN EMILE	COLLARD ANDRE	JABA EDMOND	PALLEGOIN PIER
AVGUSTIN EDITH	CYLOT FREDERIC	JOB MARGVERITE	PERRDT PAUL
ATRAN JEAN	DAVOYST GILBERT	JOYON VICTOR	POTTER LEON
BABA7 ROBERT	DELILLE ROGER	KIFFER JEAN	POYPEAV MART
BATTY CHRISTIANE	DELMAS FRANCK	KOENIGSWERTHER PHIL.	POYRCHIER AN
BERSON ANDRE	DIÉDERICHS CHARLES	LABALEC LOVIC	RAISON JEAN
BERTHOMIER PIERRE	DVPRAT JEAN	LABAT PAUL	RAYLO PAUL
BLANDIN AVGSTE	EMONIN GEORGES	LECLERCO FRANCIS	RAYLO ARMEL
BOILEAV CHARLES	EMONIN MARCELLINE	LEFEBVRE JEAN	REGENT AVGSTE
BONNET EMILE	FAYOLLE PIERRE	LEPEVRE RAYMONDE	RENOV GABRIELLE
BRES RAOYL	FERRAND BERNARD	LEGRIS ALBERT	REZEAV FERNAND
EROVILLET MARGUERITE	FONTAINE JEAN	LEGRIS YVETTE	ROQVET ALBERT
ERYN AIME	GABRIELLI DOMINIQUE	LEMEDIONI MARCELLE	ROYDVT GEORGES
GAMARET JOSEPH	GARDES FRANCK	LE MEYR LOVIS	ROYLLET YANN
GANNET NESTOR	GILLAIZEAV JUSTINIEN	LE NEVE RAYMONDE	SANT-JOAN MATHIEV
GARDINAV SYZANNE	GILLET LEON	LE TYLIER PIERRE	SEYDOVY ROLAND
CHANTREU HENRI	GILLET MAYRICE	LOYE RENE	SICRE LOVIS
CHANTREL PAUL	GIRARD ETIENNE	LOVIS LOVIS	STOSSKOPF JACQUES
CHATELAV MAURICE	GLPVAREC EMILE	MACHIN JEAN	TILLET CLÉMENCE
CHAPEROT JACQUES	GRAYOT LOVIS	MAISTRE JEANNE	TILLET EUGENE
CHAPPEAV JACQUES	GVEZENEC PIERRE	MASIN IDEE LEONCE	TRUFFAVT JEAN
CHAYDIERE JEAN	GVEZENEC RENE	MATRINOE PIERRE	VANDAM FREDERIC
CHAVEAV LOVIS	GVILET GEDIGES	MAZEAV MARTIAL	MIELJEV LEONCE

Archives privées François Romon.

En juin 2005, la pose de cette plaque au camp de concentration du Struthof rappelle qu'en ces lieux 107 membres du réseau Alliance ont été massacrés dans la nuit du 1^{er} septembre 1944.

La répression s'abat sur les opérateurs radio résistants, juin 1943-janvier 1945

Au printemps 1943, la Gestapo intensifie sa répression dans toute la zone Sud, où elle peut désormais agir. En juin 1943, un opérateur radio et un employé administratif du GCR sont les deux premiers arrêtés. En juillet 1943, quinze opérateurs radio et officiers du SRST, dont son chef, le commandant Leschi, tombent à leur tour.

Le dimanche 12 décembre 1943, Gabriel Romon est arrêté par la Gestapo à son domicile de Saint-Yorre, commune limitrophe d'Hauterive (Allier). Les 13 et 14 décembre, cinq chefs de service du GCR sont arrêtés au centre d'Hauterive. Le GCR est complètement décapité. Ces arrestations font suite aux dénonciations d'un ancien opérateur radio du GCR d'Hauterive, passé à la Milice de Vichy⁽¹⁵⁾.

D'abord incarcéré à la prison de Moulins, Gabriel Romon est ensuite interné à la prison de Fresnes. Convaincu qu'il appartient au réseau Alliance, le Service de sécurité (SD) allemand le fait alors déporter pour être jugé par le Reichskriegsgerichtsrat, le tribunal de guerre du III^e Reich.

Le 13 mars 1944, la Gestapo arrête René Métrat, chef du centre secondaire du GCR de Bouillargues. Interné au camp de Royallieu à Compiègne, il est déporté le 2 juillet 1944 par le convoi dit du « train de la mort », vers le camp de concentration de Dachau, où il reçoit le matricule 77154.

Paul Labat, bien que déjà engagé dans les réseaux Super NAP PTT et Gallia, prend immédiatement la suite de Gabriel Romon dans le réseau Alliance avant d'être lui-même arrêté, le 28 mars 1944, par la police française, qui le livre aux Allemands.

Le 20 mai 1944, la répression s'abat à son tour sur André Mesnier.

La traque de la Gestapo continue ainsi, jusqu'en août 1944, avec les arrestations de seize opérateurs radios et d'un officier du GCR passés dans la clandestinité du STN.

Le commandant Leschi et quatre de ses adjoints du SRST sont déportés, sans jugement, au camp de Dora.

Le 15 juin 1944, le commandant Romon et cinq de ses opérateurs radio du GCR et du STN sont condamnés à mort par le tribunal de guerre du III^e Reich. Tous les six sont fusillés à Heilbronn, en Allemagne, le 21 août 1944, avec dix-huit autres membres du réseau Alliance.

Le lieutenant-colonel Labat est déporté au camp de Schirmeck. Il fait partie des 107 membres du réseau Alliance massacrés par les SS dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre 1944 au Struthof. Six opérateurs radio du GCR et du STN et un opérateur radio du SRST subissent le même sort.

Dans la semaine du 23 au 30 novembre 1944, 60 opérateurs radio et agents de renseignement du réseau Alliance détenus en Allemagne et qui n'ont pas encore été jugés, sont extraits de leurs prisons par les SS et abattus. Parmi eux, cinq opérateurs radios du GCR et du STN⁽¹⁶⁾.

Le commandant Mesnier, déporté sans jugement à Dachau, décède au kommando d'Allach le 20 décembre 1944.

Transféré à Auschwitz puis à Neckaretz, René Métrat y meurt d'épuisement et de mauvais traitements le 19 mars 1945.

Le rôle des opérateurs radio à libération et leur intégration au SR après-guerre

Les opérateurs radio résistants des centrales parisiennes du « Groupe Romon » jouent un rôle important à la Libération. Le 24 août 1944, ils investissent les locaux de Radio-Paris, sur les Champs-Élysées, station qui diffusait la propagande allemande. Ils remettent en marche les équipements de Radio-Paris et les utilisent pour diffuser des messages de la Résistance et y installer un centre d'écoutes des émissions radio des forces allemandes pour le plus grand bénéfice des armées alliées⁽¹⁷⁾.

Mais la Libération se caractérise aussi par l'absence de ceux qui ont été victimes de la répression. Au total, trente-quatre opérateurs radio et officiers des services techniques des Transmissions sont morts dans la Résistance, dont vingt-six pour le seul GCR. Dix membres du GCR et du STN ainsi que neuf membres du SRST, dont

le commandant Leschi, ont été déportés mais sont rentrés.

Grâce au travail des opérateurs radios dans la clandestinité, les services de transmissions sont aptes à reprendre du service dès la Libération. Le 15 mars 1945, le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) met le GCR pour emploi à la disposition de la Direction générale des études et recherches (DGER), le nouveau Service de renseignement français à la Libération. La DGER deviendra le Service de la documentation extérieure et du contre-espionnage, le SDECE, aujourd'hui la Direction générale des Services extérieurs, la DGSE. Fin 1945, le GCR dispose de quatre mille agents, soit dix fois plus que dans la première période de son existence, sous l'Occupation.

La SEMT, quant-à-elle, devenue Section d'études et de fabrication des Transmissions (SEFT), est intégrée au Centre national d'études des télécommunications, le CNET, créé le 4 mai 1944 par le gouvernement de Vichy et dont l'existence est validée par le GPRF de De Gaulle, le 29 janvier 1945⁽¹⁸⁾. Le CNET sera le creuset de la technologie française des télécommunications, futur centre de Recherche et Développement de France-Télécom.

La contribution des opérateurs radio résistants à la victoire finale et l'émergence de leur Mémoire

L'évaluation de la portée réelle dans la conduite de la guerre par les Alliés des renseignements obtenus grâce aux interceptions de la Source K et aux écoutes radio du GCR puis du STN, reste à faire car les documents de l'IS Britannique attestant de la réception de ces informations par les états-majors alliés ne sont toujours pas consultables.



L'écusson du GCR est créé en 1946.

Musée des Transmissions, Espace Fémé.



Archives privées François Romon.



Archives privées François Romon.

Toutes les actions menées par les opérateurs radio et les officiers des services techniques des Transmissions ont été homologuées à la Libération en tant qu'actions des Forces françaises combattantes ayant débuté dès le lendemain de l'armistice de juin 1940.

Le 8^e Régiment des Transmissions, porteur des traditions de l'arme, est le seul régiment de toute l'Armée française dont le drapeau porte dans ses plis l'inscription « Résistance, 1940-1944 », notamment pour les actions de renseignement militaire des forces alliées menées au sein des trois services techniques des Transmissions. Cette résistance est constamment honorée par l'arme des Transmissions depuis plus de 70 ans.

▲ Cette stèle à la mémoire des résistants du SRST a été inaugurée en juillet 1960 à Saint-Jean d'Heurs (Puy-de-Dôme).

▲ Mai 2014, inauguration du centre des Transmissions de Rennes « LCL Romon ».

Pourtant, cette résistance reste inconnue du grand public. Elle est très peu évoquée par les historiens et toujours comme incidente d'autres actions, qui sont, elles, bien documentées : le décryptage d'Enigma et la Source K, en particulier.

Les résistants du GCR n'auraient pas pu mettre en œuvre leurs écoutes secrètes des forces allemandes d'occupation s'ils n'avaient pas obtenu de l'État français de Pétain une couverture au sein de l'administration des PTT.

Mais, après l'invasion de la zone Sud par la Wehrmacht, en novembre 1942, et la dissolution de l'armée d'armistice, ils sont tous entrés dans la clandestinité ou ont rejoint la France libre pour continuer leur combat, et, c'est le même État français qui a institué alors la Milice, dont un des membres, ancien opérateur radio du GCR, a dénoncé Gabriel Romon et ses opérateurs radio résistants à la Gestapo. Cette histoire complexe démontre combien la période fut ambivalente. Elle souligne également l'importance de la chronologie, avec des comportements qui ne prennent pas le même sens s'ils se placent avant ou après novembre 1942.

La résistance des opérateurs radio des Transmissions n'est pas à proprement parlé gaulliste, même si certains d'entre eux finissent par rejoindre des réseaux de renseignements de la France libre. Elle appartient simultanément et successivement à des organisations différentes : secrètement au sein de l'armée d'armistice mais en même temps au sein des PTT, puis, clandestinement, dans des organisations diverses : l'Armée Secrète, l'ORA, le NAP, Alliance. Les opérateurs radio résistants du GCR et des autres services techniques des Transmissions sont ainsi un bon exemple de la catégorie qualifiée par Laurent Douzou de résistants « pluri-appartenant ». ■

(1) Portant le nom de Méric en 1940, Marie-Madeleine a signé ses mémoires sous le nom de Fourcade, nom sous lequel on l'identifie.

(2) Fils de Gabriel Romon, résistant arrêté le 12 décembre 1943 et fusillé à 39 ans par les Allemands le 21 août 1944. François Romon a écrit ce livre, issu de sa thèse en Histoire moderne et contemporaine.

(3) Tout en prenant acte de la signature de l'armistice, ils mobilisent les opérateurs radio volontaires de leurs services pour transmettre aux Alliés de nombreux renseignements stratégiques sur les forces allemandes en France. La dissolution de l'armée d'armistice en novembre 1942 marque pour eux une véritable rupture. D'une résistance latente ces transmetteurs et leurs opérateurs radio passent dans la clandestinité.

(4) Gustave Bertrand, *Enigma, ou la plus grande énigme de la guerre 1939-1945*, Paris, Plon, 1973, p. 79-80.

(5) Archives privées général Jean Augier, Affectation du capitaine Romon à la direction du GUER de l'EMA, 28 juin 1940.

(6) Archives privées de la famille Romon, Note du général

Weygand, ministre de la Défense nationale, annonçant la création du GCR, 9 août 1940.

(7) *JO République Française*, 27 décembre 1940.

(8) Un opérateur radio est une profession civile. Dans l'armée, cette spécialité correspond à des grades de sous-officiers. Le présent article, bien que présentant l'action dans la Résistance des opérateurs radio du GCR et des deux autres services techniques des Transmissions (militaires ou civils travaillant dans des services de l'armée), est surtout centré sur le parcours des officiers d'active qui les dirigent, dans leur fonction officielle de l'armée d'armistice comme dans leurs actions secrètes (avant novembre 1942) puis clandestines (après novembre 1942) dans la Résistance.

(9) *Revue Historique de l'Armée*, « Transmissions, télécommunications », 1967, 23^e année, numéro spécial, p. 118.

(10) Archives privées de la famille Romon, Rapport du commandant Romon sur le repérage par le GCR d'une émission clandestine, 12 février 1943.

(11) Musée des Transmissions, espace Ferrié, 23 G Fonds

Marien Leschi, *Rapport de Marien Leschi de retour de déportation*, 2 juillet 1945, p. 2-4.

(12) Archives privées de la famille Romon, Certificat de Marie-Madeleine Fourcade d'appartenance de Gabriel Romon au réseau Alliance, 15 octobre 1945.

(13) Archives privées de la famille Renault, Rapport à Marie-Madeleine Fourcade, 10 janvier 1946.

(14) Archives privées de la famille Renault, Rapport à Marie-Madeleine Fourcade, 10 janvier 1946; Marie-Madeleine Fourcade, *L'Arche de Noé*, Paris, Plon, 1982 [Fayard, 1968], p. 368-369.

(15) Arrêté à la Libération, il est jugé et condamné à 20 ans de travaux forcés.

(16) Association Amicale Alliance (AAA), *Mémorial d'Alliance*, ouvrage à compte d'auteur, 1947.

(17) Archives privées de la famille Renault, Rapport de Maurice Renault au liquidateur du réseau Alliance, 10 janvier 1946.

(18) SHD 7 P 216 EMGG, Instruction relative à l'organisation et au fonctionnement de la SEMT, 24 octobre 1944.

François Cart (1922-2014), un opérateur radio résistant du GCR qui rejoint le BCRA Par François Romon

Opérateur radio de l'Armée de l'air avant la guerre, François Cart rejoint le Groupement des contrôles radio-électriques (GCR) de Tunis en 1942. Ce poste au service du gouvernement de Vichy lui permet de collecter et de transmettre au MI6 de l'Intelligence Service de nombreux renseignements. En mai 1943, il rejoint l'Armée d'Afrique et en 1944, il se porte volontaire comme radio pour une mission du BCRA d'Alger en France.

Né le 14 août 1922 à Dantzig (Pologne), François Cart s'engage comme volontaire de 2^e classe, le 26 novembre 1939, pour la durée de la guerre. En juin 1940, il est breveté de l'École technique de radios de l'Armée de l'air de Rochefort (Charente-Maritime).

Démobilisé en septembre 1940, François Cart s'inscrit au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) pour préparer un diplôme d'ingénieur en électronique. Refusant la défaite et l'occupation allemande, le 11 novembre 1940, il participe au défilé des étudiants et lycéens parisiens sur les Champs-Élysées, pourtant interdit par l'occupant.

L'entrée au GCR de Tunis, septembre 1942

En mars 1941, François Cart s'engage à nouveau comme aviateur de 2^e classe dans l'armée d'armistice. Il est affecté en Tunisie, au centre de Zaghouan, puis au port de Bizerte⁽¹⁾. En septembre 1942, il devient membre du Service de renseignement (SR) Air clandestin tout en étant employé comme opérateur radio au Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) de Tunis⁽²⁾. Officiellement, le centre secondaire du GCR de Tunis procédait à des écoutes civiles et militaires pour le Haut-commissariat en Tunisie – comme le faisait le GCR d'Hauterive pour le gouvernement de Pétain – mais, secrètement – comme le faisait également le GCR métropolitain – il interceptait les messages allemands échangés entre Tripoli, Rome et Berlin (voir pp. III-IV).

François Cart écoute ainsi les émissions radio de la *Luftwaffe* et des commissions d'armistice depuis des postes clandestins dissimulés dans la casbah de Tunis. Il transmet les renseignements obtenus au MI 6 de l'Intelligence Service à Londres via Malte, grâce à une liaison Tunis-Malte installée avant la guerre et restée inconnue des Allemands. C'est lui qui signale, notamment, le mouvement d'un très important convoi maritime allemand vers la Libye. Une attaque de la *Royal Air Force* détruit ce convoi dont les troupes et le matériel ont fait gravement défaut à Rommel lors de la



SHD GR 16 P 109149 François Cart.

Portrait de François Cart pris en octobre 1943 au 1^{er} bataillon de Choc à Staouéli (Algérie).



Poste émetteur-récepteur AMKII.

C'est sur ce type d'appareil que François Cart écoutait et émettait clandestinement dans la Casbah de Tunis en direction de Londres.

© Musée de l'Ordre de la Libération / photographe J. Redouane

campagne de Libye. Cette action valut au SR Air de Tunis les félicitations personnelles de Churchill.

La mission *Hercule* du BCRA, janvier 1944

Tunis une fois libéré, François Cart quitte le GCR pour s'engager, en mai 1943, à la direction des Services spéciaux de l'Armée d'Afrique revenue dans la guerre. Détaché au 1^{er} bataillon de Choc de Staouéli, il effectue un stage de parachutiste organisé par le SOE britannique, au Club des Pins (banlieue d'Alger).

En janvier 1944, François Cart est volontaire pour la mission *Hercule* du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) d'Alger. Parachuté près de Thonon-les-Bains, il est le radio (pseudo *Alfred*) d'abord du chef de mission, le capitaine Sobra (*Hercule*), puis du capitaine Venner. Venner, arrêté par la *Gestapo* est déporté au camp de Sachsenhausen, il est remplacé par le capitaine Robert Bennes (*Bob*) parachuté d'Alger, dont François Cart devient le radio. Il émet en direction d'Alger, à partir d'une ferme isolée dans le Vercors, qui est investie par la *Gestapo* trois jours après leur départ.

La protection de François Cart pour la mission *Hercule* était assurée par une équipe des Groupes francs de l'Armée Secrète. Mais son garde du corps ayant participé à l'exécution d'un chef de la Milice locale, celui-ci est poursuivi par la Police française qui le rattrape. François Cart se trouvant à ce moment-là en sa compagnie, il est arrêté avec lui, le 14 avril 1944, à Chavenay (Loire). François Cart est incarcéré à la prison centrale Saint Paul à Lyon. Suite à une mutinerie au sein de la prison, il est livré par la police française aux Allemands. Déporté

le 29 juin 1944 à Dachau, matricule 75 834, il est transféré au *kommando* d'Allach pour y travailler pour BMW. Il est libéré, le 30 avril 1945, par la VII^e armée américaine.

Volontaire, pour l'Indochine

À la Libération, François Cart réintègre le GCR, au sein de la Direction générale des études et recherches (DGER), le nouveau Service de renseignement français.

En septembre 1945, il est à nouveau volontaire, cette fois pour l'Indochine. Il est affecté à la section Extrême-Orient de la DGER, en qualité de chef opérateur radio, et participe à plusieurs opérations particulièrement dangereuses, dont *Gaur* et *Alpha*. En mars 1946, il est chef du centre de transmissions du Laos⁽³⁾.

François Cart est démobilisé en janvier 1949. Entre-temps il a obtenu son diplôme d'ingénieur du CNAM et entame une carrière civile, tout en restant très actif dans les cadres de réserve. Il est promu lieutenant de réserve des Transmissions en décembre 1949 et terminera au grade de colonel le 1^{er} avril 1983.

Officier de la Légion d'honneur, François Cart est titulaire de multiples décorations comme la croix de guerre 1939-1945, la croix du combattant volontaire 1939-1945 et la croix du Combattant volontaire en Indochine. ■

(1) AN 72 AJ/NC_Cart/2, Certificat de la Direction des industries navales, port de Bizerte, 4 septembre 1942.

(2) Archives privées François Cart, Contrat provisoire d'embauchage au GCR de Tunis, 1^{er} septembre 1942.

(3) AN 72 AJ/NC_Cart/2, Relevé des services de François Cart du 1^{er} juin 1942 au 1^{er} juin 1947 établi par le service liquidateur « Archives BCRA », 12 janvier 1950.

Le détournement des communications allemandes par la Source K *Par François Romon*

L'interception des communications allemandes sur les lignes téléphoniques souterraines à grande distance par la source K est restée une des opérations les plus célèbres de la Résistance PTT. En fait, elle est le fruit d'une coopération entre les résistants des Transmissions de l'armée d'armistice et ceux des PTT.

À peine l'armistice de juin 1940 signé, l'occupant allemand prend possession du réseau français de Lignes souterraines à grande distance (LSGD) pour ses propres liaisons, en particulier entre le haut-commandement militaire allemand en France et le haut-commandement de la *Wehrmacht* à Berlin. Chaque technicien spécialisé français se trouve alors non seulement contrôlé mais littéralement « marqué » par un technicien allemand qui suit tous ses gestes. Le personnel allemand est en outre lui-même discrètement surveillé par la police militaire allemande.

Une parfaite coordination entre les résistants des Transmissions de l'armée d'armistice et ceux des PTT

La Source K trouve son origine dans la volonté des responsables du Service de renseignement (SR) français devenu clandestin, de suivre de très près le cheminement de la politique allemande pour mieux la combattre.

En septembre 1941, le capitaine des Transmissions Edmond Combaux, par ailleurs membre du SR français clandestin, est muté – à sa demande – de l'état-major de l'armée d'armistice à la Section d'études du matériel des transmissions (SEMT) maintenant camouflée au sein de la Direction de la recherche et du contrôle technique (DRCT) des PTT à Paris (voir pp. III et IV). Il conçoit alors avec l'ingénieur en chef de la DRCT René Sueur une opération de Résistance hors du commun : l'interception des communications du haut-commandement allemand transitant par les LSGD. Sueur et Combaux soumettent leur projet à l'ingénieur Robert Keller, chef de centre de relève des dérangements des LSGD, seul technicien des PTT réunissant alors les compétences et les qualités requises pour une telle opération. Déjà membre du réseau clandestin de résistance *Vengeance*⁽¹⁾, celui-ci accepte immédiatement la mission et se porte garant des techniciens des PTT dont il veut s'entourer pour la mener à bien. Combaux obtient du SR clandestin les fonds nécessaires, notamment pour la mise en fabrication des amplificateurs, conçus spécialement par Sueur pour faire une dérivation sur les câbles souterrains sans que les Allemands ne s'en aperçoivent.

Une opération « spectaculaire » de la Résistance intérieure

Edmond Combaux relate le déroulement de cette interception et de ses suites :

« La première installation d'écoute fut réalisée sur le câble Paris-Metz. [...] En mars [1942], [...] je faisais

louer un pavillon à Noisy-le-Grand [NDLR actuellement Seine-Saint-Denis], sur le trajet du câble. [...] »

Le 16 avril, après avoir créé un défaut artificiel sur le câble, Robert Keller attaqua les fouilles sur la route nationale. [...] Le 18 avril, [...] le câble fut ouvert dès la nuit tombée et l'opération commença. [...] Vers 4 heures du matin l'épissure était faite. [...] »

Dès le début, [les résultats] furent extraordinaires. 70 grands circuits étaient à notre disposition. Les uns étaient spécialisés pour la Luftwaffe, les autres pour la Kriegsmarine. Des circuits [...] écoulaient les communications des forces terrestres, de la Gestapo [...] et, en général, de tous les services allemands installés sur notre sol. [...] »

L'écoute sur le câble Paris-Metz dura cinq mois. [...] Vers le 15 septembre, une menace survint. Mes opérateurs me signalèrent que des bruits circulaient sur leur compte à Noisy. [...] Je pris la décision de replier [...]. Le lendemain, nous évacuons la place.

La sagesse eut voulu sans doute que nous nous arrétions là. [...] Keller [vint alors] me prévenir que les Allemands avaient demandé, [sur le câble Paris-Strasbourg], un travail important de reprise pour permettre d'envoyer les circuits sur le PC de Saint-Germain. L'occasion était belle. [...] Nous décidâmes d'agir [...]. »

[Le] 16 décembre [1942], ce fut la dérivation. [...] Malgré sa grande difficulté technique, le nombre de circuits à dériver étant deux fois plus grand que celui du câble Paris-Metz, elle fut menée à bonne fin. [...] »

L'exploitation commença aussitôt et je partis quelques jours plus tard [...] pour Lyon, afin de mieux assurer nos liaisons avec la France combattante. Je revins à Paris, le 25 décembre au matin. Des nouvelles affreuses m'y attendaient. Keller avait été arrêté deux jours avant⁽²⁾ » avec deux autres de ses opérateurs.

Les deux dérivations effectuées par Keller et son équipe sur les LSGD fournirent un nombre considérable de renseignements sur les projets du haut-commandement allemand. Ils étaient transmis à l'*Intelligence Service* britannique par les liaisons Olga du SR français clandestin ou par transmission radio depuis le PC Cadix clandestin de Gustave Bertrand, ou encore par les postes diplomatiques français de Berne et de Lisbonne⁽³⁾.

La Source K est une opération très représentative de l'ampleur des risques pris par les résistants. Avec Robert Keller, six autres membres de l'opération furent arrêtés et déportés : Pierre Guillou, Laurent Matheron, et Gérard Grimpel sont morts, comme lui, en déportation. Seuls Georges Lobreau, Lionel Levavasseur et Prosper Riss revinrent des camps en 1945. ■

Le timbre Robert Keller fait partie de la première série de cinq vignettes postales des « Héros de la Résistance » émise en 1957. Imprimé en taille douce, il est dessiné par Pierre-Paul Lemagny et gravé par Pierre Munier.

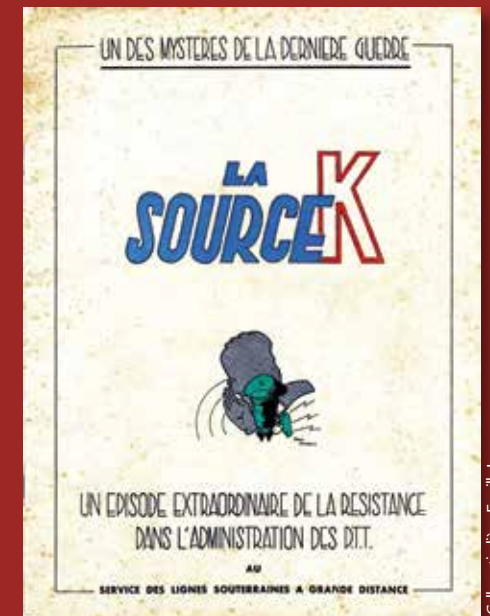
Cette première série des « Héros de la Résistance » comprend cinq hommes (dont trois compagnons de la Libération) appartenant à ce que Georges Altman appelait « la haute société résistante ». Sont ainsi distinguées des personnalités qui avaient joué un rôle de premier plan dans la Résistance pionnière comme Jean Moulin, Honoré d'Estienne d'Orves, Pierre Brossolette, Jean-Baptiste Lebas et Robert Keller.



Coll. privée / © La Poste, 2018.

Au lendemain de la guerre, l'opuscule

La source K diffuse, au sein de l'administration des PTT, la mémoire de cet « épisode extraordinaire de la Résistance dans l'administration des PTT au service des lignes souterraines à grande distance ».



Coll. particulière. Famille Lemagny.

(1) Raymond Ruffin, *Résistance PTT*, Paris, Presses de la Cité, 1983, p. 51.

(2) « Ce que fut la Source K », discours d'Edmond Combaux lors de l'inauguration du Centre téléphonique Robert Keller, 12 décembre 1948, in opuscule *La source K. Un des mystères de la dernière guerre. Un épisode extraordinaire de la Résistance dans l'administration des PTT au service des lignes souterraines à grande distance*, Paris, Les impressions techniques, [s.d.], 19 p.

(3) Raymond Ruffin, *ibid.*, p. 57

La répression des radios clandestins en France

Par Frantz Malassis

Les radios sont une cible privilégiée pour les Allemands qui espèrent percer leurs secrets et émettre à leur place pour tromper les Alliés.

De nombreux radios clandestins sont formés en Angleterre pour le compte du BCRA, du SOE et de l'OSS dans des écoles spéciales ou *Special Training School* (STS), souvent installées dans de vastes cottages loin des regards indiscrets⁽¹⁾. Agents hautement spécialisés, l'instruction d'un radio dure entre 3 et 4 mois. En dehors de la formation à la transmission en morse et aux procédures spécifiques des radios clandestins, les futurs radios sont initiés aux règles de sécurité notamment lors de leurs déplacements et lors de leurs prises de contacts avec leur centrale, deux moments où ils sont les plus vulnérables. Théoriquement lors de leurs fréquents déplacements, les radios ne doivent transporter ni poste, ni message, ni arme afin de limiter les risques d'arrestations lors de fouilles. Ils sont ensuite infiltrés en France en étant soit parachutés, soit déposés par Lysander ou bien débarqués sur une côte maritime.

Parallèlement, d'autres radios sont formés et homologués en France occupée après avoir été recrutés parmi des opérateurs civils ou militaires de l'armée d'armistice comme ceux du « groupe Romon » (voir p. III). Ainsi, sur les 265 radios connus à ce jour, 91 ont été formés de la sorte⁽²⁾. Leur instruction se limite alors aux techniques et aux règles de sécurité spécifiques des radios clandestins. Cette formation est souvent dispensée par un radio infiltré en France. Cependant 53 d'entre eux ont été recrutés et instruits par le BCRA dans une « école » installée dans des fermes près de Chabaran (Isère).

Une traque impitoyable

Parce qu'ils sont les seuls éléments détectables d'un réseau au moment de leurs prises de contact avec les Alliés, les radios clandestins font l'objet d'une traque impitoyable. À chaque contact avec sa centrale située à Londres ou à Alger (à partir de la fin 1942), le radio clandestin s'expose aux recherches des Allemands qui tentent de le localiser grâce à un procédé de recherche d'ondes : la radiogoniométrie. Le radio a bien conscience de ce risque et doit, malgré tout, être en mesure de garder son calme pour enchaîner rapidement la transmission en morse des messages codés sans commettre la moindre erreur.

Des mesures sont prises pour assurer la sécurité des radios : limitation de la durée d'émission, protection par des guetteurs du lieu d'émission qui doit changer le plus souvent possible. Dans l'urgence, ces mesures n'étaient pas toujours appliquées. La répression allemande est redoutable, durant la période 1941-1942. Les pertes des radios du BCRA sont terrifiantes : 8 morts sur 11 en 1941, 12 sur 15 en 1942, soit un taux de perte autour des 75 %⁽³⁾.



© Musée de l'Ordre de Libération.

▲ Repéré lors d'une émission, **René Bouvret** tombe les armes à la main le 4 janvier 1944 dans la région d'Hauteville (Ain). Il est fait Compagnon de la Libération à titre posthume.

Le plan Électre

Fin 1942, afin de contrôler l'utilisation du matériel et sécuriser les transmissions, Jean Moulin, met en place le service *Wireless Transmission* pour les réseaux action et les missions. En juillet 1943, une vague d'arrestations s'abat sur ce service désorganisant les transmissions avec Londres. C'est alors qu'est mis en place le plan Électre. Jean Fleury, chef du réseau Électre, après avoir réussi à convaincre le BCRA de la fiabilité de son organisation, réorganise les liaisons radios. Il impose la séparation de l'émission et de la réception lors des prises de contacts des radios avec la centrale, ce qui réduit leur exposition aux recherches radiogoniométriques. Le plan Électre prévoit des règles de sécurité strictes : ne pas émettre plus de 10 minutes sur la même fréquence, varier de fréquence pendant une émission (en changeant de quartz fixant la longueur d'onde prévue) qui ne doit pas excéder 20 à 30 minutes. Tout ce nouveau dispositif permet d'égarer les recherches ennemies et garantit la sécurité des radios. Entre juillet 1943, date de la mise du plan Électre, et juillet 1944, le taux de perte des radios tombe en dessous de 25 % alors que le trafic ne cesse d'augmenter.

Le stoïcisme des radios clandestins

Dans cette lutte sans merci, alors qu'ils sont cernés par l'ennemi, après avoir détruit leur matériel et leurs codes, certains radios se suicident. D'autres, comme René Bouvret, affecté en janvier 1943 comme chef opérateur radio au pool de transmission placé sous l'autorité de Jean Moulin, tombent les armes à la main.

Ceux qui sont capturés savent que leur destin est scellé et qu'après avoir été soumis à la torture, ils se retrouveront devant un peloton d'exécution ou dans un camp de concentration. Maurice de Cheveigné⁽⁴⁾, radio de Jean Moulin raconte que lors de sa formation en Angleterre est abordée l'éventualité d'une arrestation : « Et si on est pris ? Ça sera alors une expérience désagréable. Une pastille de cyanure, à avaler pour permettre d'y



▲ Ce graffiti a été laissé sur un mur d'une cellule de la Gestapo avenue Foch à Paris par quatre radios du Corps féminin des Transmissions, les «Merlinettes», parachutées par le BCRA d'Alger en France occupée en avril 1944. Rapidement arrêtées, Suzanne Boitte-Mertzisen (Suzy), Marie-Louise Cloarec, Jenny Djendi et Pierrette Louin sont internées à la prison de Fresnes pour être interrogées au siège de la Gestapo à Paris. Là, elles tracent dans leur cellule un «tableau des filles d'Alger» où figurent leurs quatre prénoms ou surnoms et leurs dates et heures d'arrestation. De part et d'autre du tableau, elles dessinent un parachute et un poste radio, deux symboles de leur combat clandestin. En dessous, figurent les étapes de leur engagement «Paris, Berlin via Alger Londres». Déportées le 11 août 1944 de la gare de Pantin, elles sont exécutées à Ravensbrück le 18 janvier 1945.

échapper, fait partie de la panoplie. Mais il n'y a aucune obligation de s'en servir. C'est à vous de choisir. Nul ne peut dire à l'avance ce qu'il fera sous la torture⁽⁵⁾. »

Le 23 janvier 1944 dans sa lettre-testament qu'elle laisse avant de partir en mission Pierrette Louin, une «merlinette»⁽⁶⁾, radio du BCRA d'Alger, explique à sa famille les raisons de son engagement. On y lit le stoïcisme des radios clandestins qui se savent traqués dès leur arrivée en France. « Cette mission dont je ne reviendrai peut-être pas, je ne l'ai pas subie comme un ordre. Je ne l'ai pas non plus acceptée à l'aveuglette. [...] Ma mission sera d'émettre sur Londres et Alger tous renseignements que les agents et moi-même recueillerons. Je n'ignore aucun des dangers que je cours. Je sais que j'ai peu de chances de m'en tirer. Le moins que je risque c'est la forteresse quelque part en Allemagne. Mais est-ce que cela compte puisque j'aurai lutté ?⁽⁷⁾ » Parachutée dans la nuit du 5 au 6 avril 1944 dans la région de Limoges, Pierrette Louin est arrêtée par la Gestapo le 27 avril 1944. Déportée, elle est exécutée au camp de Ravensbrück le 18 janvier 1945. ■

(1) Beaucoup de radios du BCRA sont formés à la STS 52 à Thame Park dans l'Oxfordshire comme Daniel Cordier ou Maurice de Cheveigné.

(2) Cf. Jean-Louis Perquin, *Les opérateurs radio clandestins. SOE, BCRA, OSS*, Histoire et Collections, 2011, p. 34.

(3) Chiffres cités par Jean-Louis Perquin *op. cit.*, p. 6.

(4) Parachuté une première fois le 30 mai 1942, il est exfiltré de France par Lysander le 15 juin 1943. Parachuté pour la deuxième mission le 15 septembre 1943, il est arrêté le 4 avril 1944 et déporté.

(5) Maurice de Cheveigné, *Radio libre. 1940-1945*, Paris, édition du Félin, 2014, p.60-61.

(6) Ce surnom vient du général Merlin, commandant des Transmissions de l'Armée d'Afrique, qui pour compléter ses effectifs de transmetteurs fait appel à des volontaires féminines.

(7) Amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale, *Livre d'or du mémorial de Ramatuelle 1939-1945*, Paris, 2005, p. 384.